INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 10 décembre 2021**

* Les marchés actions européens ont clôturé en légère baisse, les investisseurs reprenant leur souffle après une première partie de semaine vécue tambour battant. Le CAC 40 a cédé 0,24% à 6 991,68 points. Sur la semaine, la Bourse de Paris enregistre cependant un gain de 3,3%. L'évolution est similaire pour l'indice Euro Stoxx 50 qui a abandonné 0,25% vendredi, mais gagne 2,8% en cinq séances. Wall Street, lui, affiche ce soir un brin d'optimisme en plus. A la mi-séance, le Dow Jones et le Nasdaq gagnent 0,1%.
* Après une fin novembre tourmentée par la découverte du variant Omicron, les Bourses ont repris leur marche vers l'avant, rassurées par de premières études révélant que le variant n'était pas plus dangereux que ses prédécesseurs.
* S'il semble parvenir à contourner la protection vaccinale à deux doses, la troisième serait globalement protectrice. Et, le cas échéant, un vaccin " dédié " pourrait être commercialisé dès le mois de mars.
* Le risque Omicron a-priori écarté, les investisseurs ont pu se focaliser sur le thème directeur des prochains mois : l'évolution des politiques monétaires des banques centrales.
* Ainsi, ils attendaient avec intérêt les chiffres de l'inflation américaine de novembre tombés en début d'après-midi. Ils sont ressortis sans grande surprise.
* L'inflation a continué de progresser le mois dernier pour atteindre son plus haut niveau depuis les années 1980. Elle a augmenté de 6,8% sur l'année et de 0,8% en novembre.
* Les moteurs de cette inflation demeurent inchangés : il s'agit notamment du prix du logement, de la forte demande des consommateurs et des perturbations connues par les chaînes de production.
* " Les économistes s'attendent désormais à voir l'inflation atteindre son plus haut niveau au premier trimestre 2022 et rester élevée tout au long de l'année ", a commenté Jonathan Baltora, head of Sovereign, Inflation & FX chez AXA IM.
* " La Réserve Fédérale s'est beaucoup préoccupée de ne pas commettre une erreur de politique monétaire en normalisant prématurément les conditions de financement, elle se trouve aujourd'hui face à une inflation durable et plus élevée qu'attendu ", analyse l'expert. La réponse de la Fed à ce dilemme est attendue le 15 décembre. D'ici là, les marchés devraient rester sur leur garde.
* Cette semaine, le réal brésilien a progressé de presque 1% à 0,1784 dollar pour un réal. La devise brésilienne a profité du tour de vis monétaire décidé par la Banque centrale du pays (BCB). L’institution a relevé de 150 points de base son principal taux directeur pour le porter à 9,25 %. La BCB a également indiqué que cette normalisation monétaire se poursuivra à l’avenir, afin de faire refluer l’inflation, qui a avoisiné les 11 % en novembre sur un an.
* Les prix du gaz sont repartis à la hausse en Europe. Jeudi, le mégawatheure est repassé au-dessus du seuil des 100 euros pour la première fois depuis les records atteints en octobre. Cette nouvelle envolée s’explique en premier lieu par l’accélération de la demande liée à des températures plus froides qu’à l’accoutumée alors que le niveau des réserves sont à des niveaux anormalement bas en Allemagne et aux Pays-Bas.

Dans ce contexte, le regain de tensions politiques entre la Russie, premier exportateur mondial, et l'Europe constitue un facteur supplémentaire de la volatilité du marché.

* La détérioration des déficits budgétaires en Europe occidentale causée par Covid-19 sera suivie de leur forte réduction en 2022, sous l'effet de la fin des mesures de relance et de la reprise économique, prévoit Fitch Ratings. Dans ce contexte, les conditions de crédit des emprunteurs souverains d'Europe occidentale devraient s'améliorer. S'il est trop tôt pour intégrer l'impact de la variante Omicron dans ses prévisions, l’agence de notation juge que l'évolution de la pandémie reste un risque pour les perspectives macroéconomiques.

**SOCIETES**

* Le palmarès hebdomadaire de la Bourse de Paris est dominé par Airbus (+7,5%) et Michelin (+7,4%). Les deux valeurs avaient souffert la semaine précédente de l'apparition d'Omicron.
* Hermès (-1,1%) a accusé la plus forte baisse du CAC 40, pénalisé par son impressionnante valorisation (70,7 fois son bénéfice attendu en 2021).
* bioMérieux gagne 1,9% à 124,3 euros après avoir relevé ses prévisions annuelles grâce à des ventes plus soutenues que prévu des panels respiratoires au quatrième trimestre. Cette bonne nouvelle profite à un autre spécialiste des tests, Eurofins, qui gagne 2,1% à 109,5 euros pour signer la plus forte hausse du CAC 40. Le spécialiste du diagnostic in vitro table désormais sur une croissance organique 2021 supérieure à 8%. Il visait précédemment une croissance comprise entre 4% et 7%. Le résultat opérationnel courant devrait dépasser les 780 millions, contre supérieur à 700 millions auparavant.
* Tikehau Capital a annoncé que son deuxième SPAC, Pegasus Entrepreneurial Acquisition Company Europe (Pegasus Entrepreneurs) a levé 210 millions d'euros au travers d'un placement privé. L'offre a été augmentée de 10 millions en raison de la forte demande des investisseurs. Pegasus Entrepreneurs sera coté sur Euronext Amsterdam à partir d'aujourd'hui. Il s'agit du deuxième SPAC sponsorisé par Tikehau Capital lancé avec succès en 2021, le premier étant Pegasus Europe qui a levé avec succès 484 millions d'euros en avril 2021

Le groupe de gestion d'actifs alternatifs est sponsor de ce SPAC aux côtés de Financière Agache, Pierre Cuilleret, qui intervient en tant que sponsor et CEO, Jean-Pierre Mustier et Diego De Giorgi. Le placement privé inclut 31 millions d'euros investis par les sponsors.

Pegasus Entrepreneurs envisage de s'associer à une entreprise européenne entrepreneuriale, ayant déjà un historique de forte croissance et un plan de développement et de création de valeur ambitieux. Les cibles potentielles peuvent inclure un large éventail de business models, y compris des entreprises matures avec des franchises établies et bien capitalisées.

* A l’occasion de la présentation de son plan stratégique Unicorn 25, Wallix a annoncé viser 100 millions d’euros de chiffre d'affaires et 15% de marge opérationnelle à horizon 2025. En Bourse, l’action du spécialiste de la cybersécurité perd 0,77% à 32,05 euros. La société avait généré un chiffre d’affaires de 20 millions d’euros en 2020 et il a progressé de 10% à 8,1 millions d’euros au premier semestre de cette année. Wallix s’est donné pour objectif d'atteindre la rentabilité opérationnelle au second semestre de l'exercice 2021.

L'atteinte de ces objectifs est majoritairement portée par une dynamique de croissance organique forte, estimée à 30% par an en moyenne sur l'ensemble du plan, et complétée par un volet de croissance externe. Le groupe technologique français anticipe des investissements de l'ordre de 10 millions, pour atteindre ses objectifs de croissance organique. Ces investissements, dont 40 à 50% devraient être réalisés sur l'exercice 2022, seront autofinancés.

L'expansion internationale reste un pilier de la croissance du groupe, avec un objectif de consolider son leadership en Europe et de renforcer significativement sa présence sur le marché nord-américain. Au terme du plan Unicorn 25, Wallix ambitionne de multiplier par 7,5 son chiffre d'affaires à l'international.

Pour atteindre ses objectifs, le groupe technologique français bénéficie d'un environnement particulièrement favorable. L'accélération de la transition numérique avec de nouveaux usages nécessite en effet des investissements croissants en matière de cybersécurité pour répondre à la multiplication des attaques informatiques.

" Le coût de la cybercriminalité, estimé à 6 000 milliards de dollars, en fait la troisième économie mondiale en 2021 et devrait, selon les prévisions encore, presque doubler d'ici 2025 " souligne Wallix.

Il ajoute que la sécurité des accès à l'information et aux données devient, plus que jamais un enjeu majeur pour s'assurer d'une bonne transformation numérique. Elle se traduira par " un foisonnement des accès ".

* C’est une nouvelle ère qui s’annonce pour Daimler Truck. Le constructeur allemand de poids lourds fait aujourd’hui ses débuts en Bourse, en tant qu’entité indépendante de Daimler. Introduit sur la place de Francfort à 28 euros, Daimler Truck évolue désormais à 29,48 euros l'action. Annoncée en février dernier, cette scission vise à mieux valoriser les différentes activités du groupe.

Les liens ne sont toutefois pas complètement coupés puisque Daimler conserve 35% du capital de Daimler Truck, le solde ayant été distribué à ses actionnaires. Pour acter cette nouvelle page d'histoire qui se tourne, Daimler se renommera prochainement Mercedes-Benz.

Daimler Truck compte aujourd'hui plus de 100 000 employés, 40 sites de production répartis dans le monde et 7 marques (BharatBenz, Freightliner, FUSO, Mercedes-Benz, Setra, Thomas Built Buses et Western Star.) Le groupe vise des marges comprises entre 6% et 8% pour 2021 et des marges à deux chiffres à l'horizon 2025.

Daimler Truck prévoit que ses ventes de véhicules électriques représenteront jusqu'à 60% de son chiffre d'affaires en 2030.

* Plus forte hausse de l’indice S&P 500, Oracle bondit de 15,83% à 102,10 dollars, galvanisé par ses bons résultats, en particulier son dynamisme dans le cloud. Neutre sur la valeur, UBS a rehaussé son objectif de cours de 86 dollars à 94 dollars. Le bureau d’études explique également la bonne performance du groupe par des ventes de licences sur site – la méthode historique de commercialisation des logiciels – et s’étonne même d’un tel niveau de croissance. Pour l'analyste, les entreprises pourraient avoir avancer leurs achats. Elle les réduirait donc par la suite.

**ANALYSES**

* Si le tableau du monde, à la sortie de la pandémie, est sombre, « les nuances de ce noir sont aussi multiples que celles d'un tableau de Soulages… ». Reste à savoir quelle nuance de noir dominera. C'est l'exercice auquel s'est livré François Heisbourg dans son dernier ouvrage « Le Retour de la guerre ».

Certes, il ne nous a pas habitués à l'optimisme : tous ses opus, de son « Hyperterrorisme, la nouvelle guerre » (2001) au « Temps des prédateurs » (2020) nous ont mis en garde contre le retour des grands conflits. Et il est difficile de ne pas l'entendre, quand le budget militaire chinois, désormais deuxième mondial, progresse à grande vitesse, ou que les états-majors des armées françaises bruissent de la « guerre de haute intensité ».

Mais cette fois, Heisbourg pousse le curseur un cran plus loin en posant le coronavirus en accélérateur de l'histoire. La guerre entre grandes puissances ou entre puissances régionales est redevenue possible, à côté des guerres dites « asymétriques » de la seconde moitié du XXe siècle et des « forever wars », ces « guerres du peuple » et autres guérillas qui continuent de faire florès.

La pandémie a exacerbé les frictions entre les deux superpuissances de la planète, les Etats-Unis et la Chine. Cette confrontation politique et économique peut déboucher sur une guerre, directe ou indirecte, massive ou limitée. Même si, après le retrait précipité d’Afghanistan, l'opinion américaine souhaite que Joe Biden se concentre sur les problèmes intérieurs, un consensus national existe sur la nécessité de ne pas céder face à la Chine.

« Aucune fraction notable de la société ne souhaite une politique d'apaisement », affirme celui qui a présidé l'International Institute for Strategic Studies. Les milieux d'affaires, désormais sceptiques sur le « pactole chinois » après s'être fait dépouiller de leurs pépites technologiques, ne font plus exception.

De son côté, l'empire du Milieu, qui n'a pas été une puissance expansionniste au cours des siècles récents, a retrouvé les moyens de l'être. Il exprime avec de plus en plus de hargne son envie de revanche face à l'Occident.

Au quotidien, une sorte d'infraguerre existe déjà, avec des cyberopérations de toutes sortes, à des fins de renseignement, d'entraînement, de rançonnement ou de sabotage. La guerre technologique sur les puces ou la 5G, avec l'affaire Huawei, pourrait provoquer des réactions plus classiquement militaires. Sans parler du sort de Taïwan, qui constitue la cause de conflit la plus probable et la plus inquiétante puisque la réunification est une ardente obligation pour Xi Jinping.

Les guerres du climat peuvent aussi être synonymes de climat de guerre : voir la Chine continuer d'émettre massivement du CO2 quand l'Occident consent des sacrifices deviendra vite insupportable, et pas seulement pour le bon élève européen. Washington et Pékin n'ont jamais partagé les mêmes rêves mais, dit Heisbourg, « ils trouvaient le moyen de coucher dans le même lit géopolitique ». Désormais, les deux pôles de puissance se considèrent comme voués à la confrontation. Et inutile d'espérer une nouvelle guerre froide : le risque est qu'elle ne soit ni froide ni limitée à des moyens conventionnels.

L'Europe, dont le non-recours à la force est le mode « par défaut » en matière de sécurité ressemble, dans ce contexte, à un herbivore dans un monde de carnassiers.

Mais un bilan plus large et inquiétant doit aussi être tiré en termes de gouvernance, car la pandémie laisse dans son sillage un monde plus divisé et polarisé, dans lequel les facteurs de désordre et les égoïsmes se sont donné libre cours, exacerbant les instincts de conservation et les appétits prédateurs. Nous avons assisté à la réinvention des frontières, et même instauré des freins à la circulation des personnes à l'intérieur de la zone Schengen. Des pays démocratiques avant la pandémie ont vu leurs dirigeants profiter de l'occasion pour instaurer un état d'exception à durée illimitée (c'est le cas de la Hongrie qui pourrait devenir la première « coronadictature »).

L'auteur montre aussi, plus globalement, que la guerre se démocratise en se banalisant. Les conflits sont de moins en moins « asymétriques » quand les barrières à l'entrée s'abaissent, loi de Moore oblige : une poignée de terroristes dotés d'un drone du commerce, d'un smartphone en guise de senseur-transmetteur, et d'un pain d'explosif, peuvent anéantir une cible majeure.

Les cyberattaques se sont multipliées en 2020 (par quatre en France !) et elles contribuent à l'accroissement du danger de guerre. Avec le développement du distanciel, la préservation des réseaux permettant les réunions Zoom, Teams et consorts va devenir un enjeu réel dans les conflits cybernétiques.

La mondialisation heureuse s'est terminée avec la crise de 2008. Mais ce qui se dessine avec la crise du Covid est encore plus lourd de risques de guerre ouverte. En 1948, pour évoquer la confrontation Est-Ouest dans « Le Grand schisme », Raymond Aron parlait de « paix impossible, guerre improbable ». Il n'est pas certain que ce syllogisme rassurant soit toujours d'actualité.

**L’AGENDA DU 13 décembre 2021**

Aucune statistique n'est attendue.